



AMBASSADE DE FRANCE EN CENTRAFRIQUE

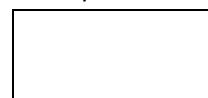
*Liberté
Égalité
Fraternité*

Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
Sous-direction des projets monde
Pole DAOI
Antenne immobilière régionale de Libreville

Marche de maîtrise d'œuvre

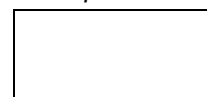
CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

N° d'opération : 2024-168 – BANGUI - Campus Diplomatique - Regroupement des GE et des Cuves à fioul

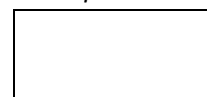


SOMMAIRE

CHAPITRE I. DESCRIPTION GENERALE DU MARCHE	4
1.1 OBJET DU MARCHE	4
1.2 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
1.3 NATURE DU MARCHE	6
1.4 INTERVENANTS	7
1.5 LANGUE DU MARCHE	8
1.6 HIERARCHIE DES REGLEMENTATIONS APPLICABLES	8
1.7 ENVELOPPE FINANCIERE ALLOUEE AUX TRAVAUX PAR LE MAITRE D'OUVRAGE	8
CHAPITRE II. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHE.....	8
1.8 PIECES DU MARCHE ET ORDRE DE PRIORITE	8
1.9 MISSIONS CONFIEES - DECOMPOSITIONS EN TRANCHE - PHASAGE.....	9
1.10 DEPLACEMENTS – REPRESENTATION LOCALE.....	10
1.11 ORDRE DE SERVICE	11
CHAPITRE III. RESTRICTIONS DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHE	11
1.12 CONFIDENTIALITE.....	12
1.13 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE	12
1.14 OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION DU TITULAIRE / RGPD.....	12
CHAPITRE IV. PRIX ET REGLEMENTS.....	12
1.15 MONNAIE DU MARCHE	12
1.16 SOUS-TRAITANCE	13
1.17 MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX	13
1.18 PHASAGE DES TRAVAUX	13
1.19 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES	13
1.20 FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION	13
1.21 FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION.....	13
1.22 VARIATION DANS LES PRIX.....	13
1.23 AVANCE	14
1.24 ACOMPTES.....	14
1.25 SOLDE	18
1.26 CLOTURE COMPTABLE	19
1.27 REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT	19
1.28 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA).....	19
CHAPITRE V. DELAIS.....	20
1.29 MISE EN ŒUVRE DU MARCHE.....	20
1.30 DELAIS D'EXECUTION	20
1.31 TABLEAU RECAPITULATIF DES DELAIS PAR ELEMENT DE MISSION	21
1.32 MODALITES DE FOURNITURE DES DOCUMENTS D'ETUDES ET D'EXECUTION	22
1.33 DELAIS D'APPROBATION DES ETUDES.....	22
1.34 DELAIS DE REGLEMENT	22
CHAPITRE VI. PENALITES	22
1.35 PENALITES RELATIVES A LA FOURNITURE DE DOCUMENTS ETUDES	22
1.36 PENALITES RELATIVES AUX VISAS	23
1.37 PENALITES POUR ABSENCE	23
1.38 PENALITES SUR TOUTE LA DUREE DU MARCHE	23
1.39 PENALITE POUR RETARD DANS LA RECEPTION DES OUVRAGES.....	23
1.40 PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES DECOMPTES MENSUELS	23
1.41 PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES DGD	23
1.42 DEFAILLANCE DU MAITRE D'ŒUVRE DANS L'ETABLISSEMENT DES DECOMPTES	24



1.43	PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES ORDRES DE SERVICE.....	24
1.44	PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES PV DES OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION.....	24
1.45	PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE) ..	24
1.46	PENALITE POUR RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES DE RECLAMATION	24
1.47	AUTRES PENALITES	25
1.48	CUMUL DES PENALITES ET RETENUES	25
CHAPITRE VII. EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'A LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX 26		
1.49	ENGAGEMENT DU MOE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX	26
1.50	REPRISE GRACIEUSE DES ETUDES EN CAS DE DEPASSEMENT DE L'ESTIMATION TRAVAUX EN PHASE AVP.....	26
1.51	REPRISE GRACIEUSE DES ETUDES EN CAS DE DEPASSEMENT DE L'ESTIMATION TRAVAUX EN PHASE ACT.....	26
CHAPITRE VIII. MODALITES DE CONTROLE DU COUT DU PROJET.....27		
1.52	SUIVI FINANCIER DU MAITRE D'ŒUVRE.....	27
1.53	AJUSTEMENT DE LA REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE SUITE A MODIFICATIONS.....	28
1.54	FICHES DE TRAVAUX MODIFICATIFS (FTM)	28
1.55	PENALITE POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE (COUT CONSTATE DES TRAVAUX)...	29
CHAPITRE IX. MODALITES DE SUIVI DU PROJET 29		
1.56	PRESENCE DU MAITRE D'ŒUVRE DURANT LA CONDUITE DES ETUDES DE CONCEPTION.....	29
1.57	PRESENCE DU MAITRE D'ŒUVRE DURANT LES PHASES TRAVAUX	29
1.58	DEROULEMENT DES OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR)	30
1.59	ACHEVEMENT DE LA MISSION	30
CHAPITRE X. RESILIATION DU MARCHE - CLAUSES DIVERSES – RESPONSABILITES – ASSURANCES 31		
1.60	INTERRUPTION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	31
1.61	RESILIATION DU MARCHE	31
1.62	RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE.....	31
1.63	RESILIATION : CAS DU GROUPEMENT.....	31
1.64	ASSURANCES.....	32
1.65	RESPONSABILITE CIVILE (EN COURS DE CHANTIER, PROFESSIONNELLE ET APRES LIVRAISON)	32
1.66	DELAIS DE PRODUCTION DES JUSTIFICATIFS D'ASSURANCE	32
1.67	DEVOIR DE CONSEIL DU MAITRE D'ŒUVRE CONCERNANT LES ASSURANCES.....	33
1.68	REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION	33
1.69	REGLEMENT DES DIFFERENDS	33



CHAPITRE I. DESCRIPTION GENERALE DU MARCHE

1.1 OBJET DU MARCHE

1.1.1 CARACTERISTIQUES GENERALES

Le présent cahier des clauses particulières (C.C.P.) est relatif au marché de maîtrise d'œuvre pour l'opération suivante :

Regroupement des groupes électrogènes et cuves à fioul du campus diplomatique de Bangui.

1.1.2 LES ENJEUX DU PROJET

Le projet se développe selon deux axes.

1 : Regroupement des groupes électrogènes et cuves à fioul

Le campus diplomatique dispose de plusieurs groupes électrogènes et plusieurs cuves à fioul. Leur disposition actuelle ne répond pas aux normes de sécurité exigibles pour ce type d'ouvrages sur la thématique de la sécurité incendie en particulier. Les équipements sont globalement vétustes. Les cuves existantes seront inertées. Les groupes électrogènes existants seront conservés et déplacés.

Par ailleurs, les camions de carburant approvisionnent actuellement les cuves depuis l'intérieur. Le projet devra prévoir une aire de dépotage à l'extérieur dont l'emplacement est d'ores et déjà identifié.

Le premier axe du projet sera la conception de locaux sécurisés (sûreté et incendie) pour accueillir les groupes électrogènes, faciliter leur maintenance et limiter les risques. Des cuves neuves et enterrées seront parallèlement installées. Leur approvisionnement devra être possible depuis l'aire de dépotage extérieure identifiée au moyen d'une trappe à carburant et d'un réseau de carburant.

Les ouvrages de stockage de carburant et de production de courant secouru seront complétés par un réseau de distribution électrique enterré vers les installations électriques existantes du campus.

Les ouvrages devront permettre un suivi des niveaux de carburant stockés.

2 : Production d'énergie solaire

La remise à neuf du système de production d'énergie secourue du campus est l'opportunité de développer une production solaire la plus importante possible pour l'autoconsommation du campus. La production solaire permet de répondre à plusieurs enjeux :

- Autonomie énergétique du campus
- Réduction des volumes de carburant stockés

--

- Réduction des consommations d'énergie fossile et couts associés, d'investissement, de maintenance liés aux groupes et de carburant
- La stabilisation du courant électrique délivré sur le campus, au moyen d'onduleurs
- La réduction de l'empreinte carbone du fonctionnement du campus

Les installations devront être conçues pour que l'électricité consommée sur le campus proviennent des sources suivantes d'énergie par ordre de priorité :

- Priorité 1 : Energie solaire
- Priorité 2 : Energie concessionnaire (ENERCA)
- Priorité 3 : Energie de secours produite par les groupes électrogènes

Pour garantir la productivité des installations solaires, la maîtrise d'œuvre prescrira un matériel adapté au climat local très souvent nuageux.

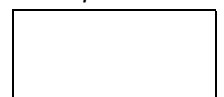
Les coupures électriques constatées à Bangui sont nombreuses et régulières. La logique du système n'est pas que 100% des besoins soient couverts en 100% solaire sur l'ensemble de la journée, mais que le système solaire diminue au maximum le recours aux groupe électrogène. A ce titre, les onduleurs devront être suffisamment dimensionnés pour permettre une autonomie de 30 mn du campus. En journée, ces onduleurs seront rechargés par les panneaux solaires. En cas de décharge complète des onduleurs et de coupure de l'alimentation du concessionnaire, les groupes électrogènes assureront la production d'énergie électrique.

En phase travaux, les ouvrages seront réalisés de manière phasée et permettront d'assurer la continuité de service. Les ouvrages existants seront conservés fonctionnels tant que les nouveaux ouvrages ne le sont pas. Des coupures de 1 journée seront envisageables les weekends pour réaliser les bascules.

La conception porte donc sur les ouvrages suivants (non limitatif) :

- Trappe à carburant et réseau de carburant
- Cuve à gazole
- Installation d'une nouvelle station essence et stockage carburant (en option)
- Ouvrages de génie civil, en particulier tranchées, alvéoles pour les groupes électrogènes, locaux techniques associés
- Installations solaires (panneaux PV et leurs structures, onduleurs, armoires et distribution électrique, inverseurs)
- Démantèlement des installations existantes

La conception devra prescrire des produits disponibles sur le marché local, dont les pièces de rechange sont facilement accessibles. Les compétences nécessaires à la maintenance devront être localement disponibles. L'accessibilité maintenance fera partie intégrante des études de conception.



L'objet du présent marché est de confier à l'équipe de maîtrise d'œuvre la réalisation des études et le suivi de travaux de l'opération. La maîtrise d'ouvrage a fait réaliser un audit énergétique du site fin 2024. Le titulaire s'appuiera sur cet audit pour le développement des études de conception.

1.1.3 LES ENJEUX DE PLANNING

Il est prévu un achèvement des études AVP à l'automne 2025.

Les études PRO-DCE seront achevées début 2026 en vue d'un appel d'offres travaux au mois de d'avril 2026.

Les travaux seront engagés mi 2026. Leur durée prévisionnelle sera à confirmer lors du développement des études AVP et PRO-DCE en fonction des modalités d'intervention en site occupé issues du dialogue entre la maîtrise d'ouvrage, la conduite d'opération et le titulaire et de la prise en compte des délais d'importation.

A titre indicatif, le planning ci-dessous détaille les délais prévisionnels des missions du marché.

Phase	durée prévisionnelle (j)	date début	date fin
AAPC	38	05/08/2025	12/09/2025
Analyse AAPC	45	12/09/2025	27/10/2025
notification	7	27/10/2025	03/11/2025
AVP	45	03/11/2025	18/12/2025
Validation AVP	45	18/12/2025	01/02/2026
PRO-DCE	30	01/02/2026	03/03/2026
Validation PRO-DCE	45	03/03/2026	17/04/2026
ACT	45	17/04/2026	01/06/2026
Validation ACT	30	01/06/2026	01/07/2026
Preparation Travaux	120	01/07/2026	29/10/2026
Travaux	150	29/10/2026	28/03/2027
réception	1	28/03/2027	29/03/2027
GPA	365	29/03/2027	28/03/2028
TOTAL (jours)	966		
TOTAL (mois)	32		

1.2 LIEUX D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations seront exécutées sur le site de l'Ambassade de France à Bangui, sise boulevard Charles de Gaulle.

1.3 NATURE DU MARCHE

Le marché est un marché de maîtrise d'œuvre.

--

1.4 INTERVENANTS

1.4.1 POUVOIR ADJUDICATEUR

M l'Ambassadeur de France en république Centrafricaine.

1.4.2 MAITRISE D'OUVRAGE (MOA)

Ministère de l'Europe et des Affaires Etrangères

1.4.3 PILOTAGE D'OPERATION

Antenne Immobilière de Libreville
Boulevard de la Nation, Batterie IV,
Libreville.

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire appel à d'autres intervenants, si elle le juge utile. Le maître d'ouvrage pourra être accompagné par tout tiers pour l'exécution du marché.

1.4.4 CONTROLE TECHNIQUE

Pour l'exécution du présent marché, le maître d'ouvrage sera assisté d'un contrôleur technique agréé. Sa sélection se fera simultanément à la sélection du maître d'œuvre.

Le maître d'œuvre devra obligatoirement solliciter les observations écrites du contrôleur technique au stade des études et de la réalisation de l'ouvrage afin d'obtenir son accord. Il devra prendre en compte l'ensemble de ces observations sans réserve et à ses frais.

Il appartient au maître d'œuvre d'obtenir l'avis favorable du contrôleur technique sur les dispositions techniques retenues tant au stade des études que des travaux.

1.4.5 COORDINATION SPS

Une mission de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé sera prévue par le maître d'ouvrage. Sa sélection se fera simultanément à la sélection du maître d'œuvre.

Le coordonnateur est associé pendant les phases de conception et à la réalisation du projet. Il a accès à toutes les réunions organisées par le maître d'œuvre et est destinataire de toutes les études réalisées par celui-ci.

Le maître d'œuvre doit tenir compte des observations du coordonnateur, lorsque le maître d'ouvrage les a estimées justifiées, ou adopter des mesures d'une efficacité au moins équivalente.

1.4.6 ORDONNANCEMENT, PILOTAGE, COORDINATION (OPC) ET « AMO OPC »

Il n'est pas prévu de mission d'OPC. Cette mission pourra être attribuée à un prestataire lors de la passation des marchés de travaux.

--

1.4.7 AUTRES INTERVENANTS

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire intervenir d'autres intervenants, s'il le juge utile.

1.5 LANGUE DU MARCHÉ

Tous les documents écrits remis par le titulaire doivent être rédigés en langue française.
Si le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il doit fournir, à sa charge, une traduction du document rédigée par un traducteur assermenté.

L'ensemble des communications écrites ou orales durant la phase d'exécution s'effectuera en français.

1.6 HIERARCHIE DES REGLEMENTATIONS APPLICABLES

Lorsque la réglementation du lieu d'exécution des travaux diffère de la réglementation française, la réglementation la plus contraignante est appliquée.

La réglementation de sécurité incendie et de la sûreté à appliquer est la réglementation française.

1.7 ENVELOPPE FINANCIERE ALLOUEE AUX TRAVAUX PAR LE MAITRE D'OUVRAGE

L'enveloppe financière (Coût prévisionnel provisoire - CPP) allouée aux travaux par le Maître d'Ouvrage est de 1 200 000€ HT.

CHAPITRE II. CONDITIONS GENERALES D'EXECUTION DU MARCHÉ

1.8 PIECES DU MARCHÉ ET ORDRE DE PRIORITE

1.8.1 PIECES PARTICULIERES

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes ;
- La décomposition du prix global et forfaitaire (D.P.G.F.) ;
- Le présent cahier des cluses particulières (C.C.P.) et ses annexes.
- L'audit énergétique réalisé par le cabinet MTC
- L'Offre technique et financière du titulaire en réponse à la consultation
- Planning Prévisionnel général des études et travaux

1.8.2 PIECES GENERALES

Les documents applicables sont ceux en vigueur à la date limite fixée pour la remise des offres, et en particulier :

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de maîtrise d'œuvre approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

1.9 MISSIONS CONFIEES - DECOMPOSITIONS EN TRANCHE - PHASAGE

Le titulaire se voit attribuer une mission de base et une mission optionnelle

TRANCHE FERME :

Les éléments constitutifs de cette mission sont les suivants :

- Avant-projet (AVP)
- Etudes de projet (PRO) / Dossier de Consultation des Entreprises (DCE)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage pour la passation des contrats de travaux (ACT)

- TRANCHE OPTIONNELLE :

- Examen de la conformité au projet des études d'exécution et mission de synthèse faites par les entrepreneurs ainsi que leur visa (VISA)/(SYN)
- Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET)
- Assistance apportée au maître d'ouvrage lors des opérations de réception ainsi que pendant la période de garantie de parfait achèvement (AOR)

La tranche optionnelle est affermie par ordre de service avant tout commencement d'exécution, dans un délai maximum de :

18 mois après la notification du marché pour la tranche optionnelle n°1 ;

En cas de retard, l'affermissement ne pourra se faire qu'avec l'accord du titulaire. Cela ne donnera pas lieu à des indemnités pour le titulaire.

En cas de non affermissement d'une tranche, le titulaire du marché ne pourra prétendre à aucune indemnité.

--

Le contenu de chaque élément de mission de base est détaillé aux articles R2431-19 et suivants du code de la commande publique et à l'arrêté du 22 mars 2019 précisant les modalités techniques d'exécution des éléments de mission de maîtrise d'œuvre.

En sus, les éléments suivants sont particulièrement attendus :

Phase	APD	PRO-DCE
Elément 1	Localisation de l'aire de dépotage, des zones de stockage carburant, des zones d'installation groupe électrogène et des réseaux électriques à prévoir	Plans techniques détaillés + CCTP
Elément 2	Dimensionnement et si possible rationalisation du volume des cuves de carburant, mettre en face une fréquence d'approvisionnement	Notice maintenance détaillée
Elément 3	Description des typologies d'ouvrages à prévoir pour assurer un stockage et une consommation sûre pour le site (cuves enterrées, dispositifs de sécurité, coupe-feu, etc.)	Calendrier détaillé
Elément 4	Description des ouvrages modificatifs des installations électriques (raccordements, etc.)	
Elément 5	Dimensionnement d'une installation solaire permettant une atténuation des consommations de carburant + notice sommaire de fonctionnement + estimation de l'amortissement	
Elément 6	Notice sommaire de maintenance des installations (solaires et carburant) + estimation des coûts de maintenance	
Elément 7	Estimation des coûts d'investissement	
Elément 8	Phasage de travaux envisagé / bascules pour mise en service + calendrier prévisionnel	

Les études d'exécution sont à la charge des entreprises titulaires des marchés de travaux. La synthèse est à la charge de la maîtrise d'œuvre.

1.10 DEPLACEMENTS – REPRESENTATION LOCALE

Pour mener à bien sa mission, le titulaire dispose de forfaits de déplacement depuis son lieu d'exercice vers le lieu d'exécution des travaux. Ces déplacements sont calibrés pour permettre une présence unique à chaque phase du projet à minima.

Pendant la phase DET, 5 missions sont prévues soit une présence mensuelle du titulaire.

Il est demandé au titulaire une présence hebdomadaire d'un représentant local pour la tenue des réunions de chantier et le suivi des travaux.

Compte tenu de la desserte aérienne depuis l'Europe avec un vol hebdomadaire depuis Bangui, le temps de présence sur place s'élève à 1 semaine complète pour chaque mission.

Pendant la phase travaux, à l'issue de la préparation, ne présence permanente d'un représentant expatrié peut se substituer aux missions.

1.11 ORDRE DE SERVICE

L'Ordre de Service » (OS) est la décision du maître d'ouvrage qui précise les modalités d'exécution de tout ou partie des prestations qui constituent l'objet du marché.

L'ordre de service est écrit, daté et numéroté. Le titulaire en accuse réception. Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire de l'ordre de service concerné dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service sous peine de forclusion.

Le titulaire se conforme aux ordres de service qui lui sont notifiés, que ceux-ci aient ou non fait l'objet d'observations de sa part.

En cas de co-traitance, les ordres de service sont adressés au mandataire du groupement, qui a seul compétence pour formuler des observations au pouvoir adjudicateur.

Chaque ordre de service est transmis par l'un des moyens ci-dessous :

- Transmission par courrier recommandé avec accusé de réception.
- Transmission par télécopie avec accusé de réception.

Il pourra éventuellement être remis directement au titulaire contre récépissé.

La transmission d'un ordre de service par e-mail peut éventuellement servir d'engagement du maître d'ouvrage mais doit être confirmée par l'un des modes de transmission listé ci-dessus permettant de donner date certaine.

A cette fin, le titulaire fournira au début du marché une adresse e-mail valide.

Dans le cadre de l'élément de mission « Direction de l'exécution des contrats de travaux », le maître d'ouvrage délègue au maître d'œuvre l'établissement des ordres de service nécessaires à l'exécution des travaux. Ces ordres de services sont contresignés par le maître d'ouvrage avant envoi au titulaire.

CHAPITRE III. RESTRICTIONS DES CONDITIONS D'EXECUTION DU MARCHÉ

--

1.12 CONFIDENTIALITE

Le titulaire ne doit diffuser aucun document, quelle que soit sa nature, donnant des informations autres que celles directement nécessaires à l'avancement du projet. Le titulaire s'engage à faire appliquer la même confidentialité à sa chaîne de sous-traitance et de fournisseurs.

1.13 SECURITE ET PROTECTION DE LA SANTE

La nature et l'étendue des obligations qui incombent au titulaire en application des dispositions du Code du travail ne sont pas modifiées par l'intervention du coordonnateur en matière de sécurité et de protection de la santé des travailleurs, désigné dans le présent marché sous le nom de « coordonnateur S.P.S ».

1.14 OBLIGATION DE CONSEIL ET D'INFORMATION DU TITULAIRE / RGPD

Le titulaire est tenu à une obligation permanente d'information et de conseil à l'égard du pouvoir adjudicateur pendant toute la durée du marché.

Obligations du titulaire vis-à-vis du responsable du traitement (RGPD) :

- Ne traiter les données à caractère personnel que sur instructions documentées du responsable du traitement
- Garantir la confidentialité et la sécurité des données (pseudonymisation, chiffrement...)
- Respecter les principes de protection des données dès la conception et par défaut
- Notifier sans délai les violations de données à caractère personnel au responsable du traitement
- Tenir par écrit un registre recensant les traitements effectués
- Solliciter l'autorisation du responsable du traitement avant de recruter un sous-traitant de second rang
- Répondre des éventuelles fautes commises par le sous-traitant de second rang à l'égard du responsable du traitement
- Apporter l'assistance au responsable du traitement pour l'instruction des demandes d'exercice du droit des personnes concernées : rectification, effacement, etc.
- Mettre à la disposition du responsable du traitement la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes les obligations imposées par le RGPD.

Les parties devront se conformer au règlement 2016/679 général sur la protection des données du 27 avril 2016 ainsi qu'à la loi n° 2018-493 du 20 juin 2018 relative à la protection des données personnelles, par dérogation à l'article 5 du C.C.A.G.- P.I.

CHAPITRE IV. PRIX ET REGLEMENTS

1.15 MONNAIE DU MARCHE

La monnaie du marché est le Franc CFA (XAF) ou l'euro (€).

--

1.16 SOUS-TRAITANCE

Le maître d'œuvre peut sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, sous réserve de l'acceptation du ou des sous-traitants par le maître d'ouvrage et de l'agrément par lui des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

Le formulaire DC4 d'acceptation du sous-traitant est fourni par le maître d'ouvrage.

1.17 MODE DE DEVOLUTION DES TRAVAUX

Les travaux seront réalisés en entreprise générale.

1.18 PHASAGE DES TRAVAUX

Le phasage des travaux sera élaboré par le titulaire pendant les phases étude.

1.19 REALISATION DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de confier au titulaire du marché des marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles qui lui sont confiées au titre du présent marché dans le cadre d'une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence.

1.20 FORFAIT PROVISOIRE DE REMUNERATION

Le détail par phase du forfait de rémunération de la mission de maîtrise d'œuvre est fixé à l'acte d'engagement et détaillé au moyen de la décomposition globale et forfaitaire pour chaque élément de mission annexée à l'acte d'engagement.

Ce forfait est exclusif de tout autre émolument ou remboursement de frais au titre de la même mission.

Le maître d'œuvre s'engage à ne percevoir aucune autre rémunération dans le cadre de la réalisation de l'opération.

1.21 FORFAIT DEFINITIF DE REMUNERATION

A l'issue de la phase AVP, le maître d'œuvre fige l'estimation définitive du coût des travaux. Lorsque l'estimation du maître d'œuvre est acceptée par le maître d'ouvrage, le forfait de rémunération du maître d'œuvre est ajusté suivant la formule suivante :

$$F_{moed} = M_i / F_{moei} \times E_{trx}$$

F_{moed} = Forfait définitif de rémunération du maître d'œuvre

M_i : Estimation montant travaux MOA

F_{moei} : Forfait provisoire de rémunération à la remise de l'offre du maître d'œuvre

E_{trx} : Estimation montant travaux AVP MOE

1.22 VARIATION DANS LES PRIX

Les prix sont fermes, non révisables et non actualisables.

--

1.23 AVANCE

1.23.1 AVANCE AU TITULAIRE

Le montant de l'avance est égal à 20,00 % du montant de la tranche ferme.

Le paiement de l'avance intervient dans le délai de 30 jours compté à partir de la date la plus tardive entre :

- Date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution de la tranche du marché
- Date de remise de la garantie à première demande.

Le remboursement de l'avance s'effectue par une retenue de 20% sur les demandes d'acompte du maître d'œuvre, jusqu'à que l'avance soit entièrement remboursée.

1.23.2 AVANCE AUX SOUS-TRAITANTS

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché.

1.24 ACOMPTES

Le règlement des sommes dues au titulaire fait l'objet d'acomptes réglés périodiquement.

1.24.1 FRACTIONNEMENT DE LA REMUNERATION SUIVANT LES ELEMENTS DE MISSION ET DATE D'EXIGIBILITE DES ACOMPTES

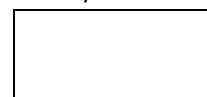
Le règlement des sommes dues au titulaire fera l'objet d'acomptes réglés périodiquement, l'intervalle entre deux acomptes successifs n'excède pas 3 mois.

La fraction de la rémunération relative à chaque élément de mission et la date d'exigibilité de l'acompte sont fixés dans le tableau ci-après :

Prestation rémunérée	Fraction exigible	Date d'exigibilité
AVP / PRO	100%	Acomptes périodiques et règlement après achèvement total et approbation de chaque élément Fractionnement et paiements mensuels possibles sous réserve de production des études correspondantes. La personne publique se réserve le droit de modifier le montant de l'acompte demandé, compte tenu des appréciations qu'elle sera amenée à formuler sur l'avancement des études. Le montant cumulé des règlements partiels sur décomptes mensuels ne pourra excéder 80% du forfait initial de rémunération de l'élément.
ACT	100%	Acomptes périodiques et 100 % après mise au point des marchés de travaux et acceptation par le représentant du pouvoir adjudicateur de (ou des) offre(s) des entreprises

--

VISA / participation à la cellule de synthèse		20% sur production d'un document récapitulant l'ensemble des études, plans d'exécution, plans de synthèse à remettre par les entreprises qui sont présentés au visa du maître d'œuvre, 80 % sur production du même document complété par les dates auxquelles les études, plans d'exécution et plans de synthèse ont été visés par le maître d'œuvre, accompagné des justificatifs nécessaires
EXE Partielle	50 % 50%	Après réception du Dossier d'Exécution des Entreprises au fur et à mesure de l'avancement des travaux, sous réserve de la production des plans d'exécution correspondant mis à jour
DET	85% 15%	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au délai d'exécution global des marchés de travaux (y compris période de préparation) à la date de l'accusé de réception, par le représentant du pouvoir adjudicateur du projet de décompte final et après traitement des réclamations éventuelles des entreprises
AOR	20% 40% 20% 20 %	à l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date d'accusé de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur du procès-verbal des opérations préalables à la réception ; à la remise du dossier des ouvrages exécutés ; à l'achèvement des levées de réserves ; à la fin du délai de garantie de parfait achèvement des ouvrages prévu à l'article 44.1 du C.C.A.G. applicable aux marchés de travaux ou à l'issue de sa prolongation décidée par le représentant du pouvoir adjudicateur en application du 44.2 dudit C.C.A.G.
OPC	90 % 10%	En fonction de l'avancement des travaux, sous forme d'acomptes, proportionnellement au délai d'exécution global des marchés de travaux (y compris période de préparation) à l'issue des opérations préalablement à la réception : à la date d'accusé de réception par le représentant du pouvoir adjudicateur du procès-verbal des opérations préalables à la réception ;



1.24.2 PROJET DE DECOMPTÉ

Les projets de décompte présentés par le maître d'œuvre établissent le montant des sommes auxquelles il peut prétendre du fait de l'avancement de l'exécution des prestations réalisées, abstraction faite des pénalités pour retard ou des réfections.

Le projet de décompte fait ressortir :

- a) Le montant de l'acompte en prix de base. Ce montant est la différence entre le montant du décompte et celui du décompte précédent,
- b) L'incidence de la TVA
- c) Le montant de l'acompte à verser, récapitulation des deux montants ci-avant

En cas de groupement, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. Le mandataire est seul habilité à présenter au pouvoir adjudicateur la demande de paiement. Il est seul habilité à formuler ou à transmettre les réclamations de membres du groupement.

En cas de sous-traitance durant l'exécution du marché :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché,
- Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur.
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.
- Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.
- Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement.
- En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

Les projets de décompte indiquent les phases réalisées, de la mission leur date d'achèvement et leur rémunération, par référence au tableau ci-avant.

Pour les phases de mission en cours de réalisation pouvant être partiellement réglées avant leur achèvement, les projets de décompte indiquent le pourcentage de leur rémunération exigible.

Les projets de décompte servent de base à l'établissement des acomptes par le maître d'ouvrage ou son représentant.

1.24.3 DECOMPTES PERIODIQUES

Le maître d'ouvrage ou son représentant vérifie les projets de décompte et y applique les pénalités éventuelles pour retard.

Les projets de décompte ainsi complétés deviennent alors les décomptes.

--

1.24.4 ACOMPTES PERIODIQUES

Le montant des acomptes à verser au titulaire du marché est déterminé par le maître d'ouvrage ou son représentant qui dresse, à cet effet, un état faisant ressortir :

- d) le montant de l'acompte en prix de base. Ce montant est la différence entre le montant du décompte et celui du décompte précédent,
- e) l'effet de la révision de prix appliquée de cet acompte
- f) l'incidence de la T.V.A.
- g) le montant de l'acompte à verser, récapitulation des trois montants ci-avant, augmentée éventuellement des intérêts moratoires dus au titulaire

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire du marché le montant de l'acompte ci-avant, accompagné du décompte ayant servi de base à la détermination de ce montant, si le projet établi par le titulaire du marché a été modifié.

--

1.25 SOLDE

1.25.1 SOLDE – DECOMPTE FINAL

A l'achèvement de sa mission dans le respect des conditions énoncées à l'1.59 ci-après, le maître d'œuvre adresse au maître d'ouvrage ou à son représentant une demande de solde, sous forme de projet de décompte final.

Le projet de décompte final indique le montant de la rémunération (F) du maître d'œuvre.

Le maître d'ouvrage ou son représentant vérifie le projet de décompte final et dresse l'état faisant ressortir :

- a) le montant de la rémunération forfaitaire hors TVA
- b) la réfaction éventuelle pour non-respect de l'engagement du maître d'œuvre sur le coût des travaux résultant des contrats de travaux passés par le maître d'ouvrage, telle qu'elle résulte des dispositions de l'article 14.2 ci-après
- c) le forfait rectifié de rémunération, ce forfait étant égal à la différence des postes a) et b) ci-avant
- d) les pénalités éventuelles
- e) la rémunération, en prix de base hors TVA, due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, cette rémunération étant égale à la différence des postes c) et d), et constituant le décompte final.

Si le projet de décompte final, malgré une mise en demeure formulée par le maître d'ouvrage ou son représentant n'a pas été produit dans un délai de 45 jours à partir de l'expiration du délai de garantie de parfait achèvement (éventuellement prolongé) de tous les travaux, le maître d'ouvrage est fondé à procéder à la liquidation sur la base du décompte établi par ses soins aux frais et risques du titulaire. Il est notifié au maître d'œuvre.

1.25.2 DECOMPTE GENERAL – MONTANT DU SOLDE

Le maître d'ouvrage ou son représentant établit le décompte général qui comprend :

- a) Le décompte final ci-avant
- b) La récapitulation du montant des acomptes arrêtés par le maître d'ouvrage
- c) Le montant en prix de base et hors TVA du solde, ce montant étant la différence du poste a) et b) ci-avant
- d) L'incidence de la TVA
- e) Le montant du solde à verser au titulaire, ce montant étant la récapitulation des postes c), d), e) ci-avant
- f) La récapitulation des acomptes partiels, de leur révision et du solde

Le montant du décompte général est égal au résultat de cette dernière récapitulation.

Le maître d'ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Le décompte général et définitif du marché est :

- Soit le décompte général revêtu de la signature, sans réserve, du maître d'œuvre puis celle de la personne responsable du marché
- Soit le décompte général accru du montant de l'éventuelle indemnité accordée au maître d'œuvre à la suite d'un litige

--

Les réclamations éventuelles du maître d'œuvre sur le décompte général doivent être présentées dans les conditions définies à l'article 12.1.4 du CCAG.

1.26 CLOTURE COMPTABLE

Les ambassades font l'objet d'une clôture comptable annuelle pendant laquelle les paiements sont interrompus. Cette clôture comptable s'étend du 01 novembre de chaque année au 28 février de l'année suivante. Le dépôt de demandes d'acompte pendant cette période n'est pas autorisé.

1.27 REGLEMENT EN CAS DE COTRAITANTS OU DE SOUS-TRAITANTS PAYES DIRECTEMENT

En ce qui concerne les cotraitants, l'article 12 du CCAG est appliqué.

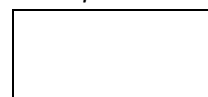
Les règlements des sous-traitants ayant droit au paiement direct s'effectueront dans les conditions prévues par les articles R.2193-10 à R.2193-16 du code de la commande publique.

1.28 APPLICATION DE LA TAXE A LA VALEUR AJOUTEE (TVA)

L'exécution de prestations pour des emprises diplomatiques est réputée exonérée de TVA.

Si l'exemption n'est pas accordée, le montant des règlements est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurants dans le présent marché sont exprimés hors TVA et TVA comprise.



CHAPITRE V. DELAIS

1.29 MISE EN ŒUVRE DU MARCHÉ

L'exécution du marché sera réalisée au moyen d'ordres de service.

La notification du marché vaut ordre de démarrage du marché.

Le marché ne comporte pas un délai global d'exécution. Des délais partiels sont fixés en fonction de chaque élément de mission.

Le marché s'achèvera à l'issue du dernier élément de la période de GPA.

1.30 DELAIS D'EXECUTION

1.30.1 TRANCHE FERME

Les prestations de la tranche ferme doivent être exécutées conformément aux délais par mission mentionnés dans les articles suivants. La durée globale des prestations de la tranche ferme va jusqu'à la réception de l'opération.

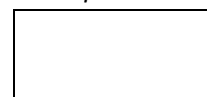
1.30.2 TRANCHE OPTIONNELLE 1

Les prestations de la tranche optionnelle 1 doivent être exécutées jusqu'à la réalisation du dernier élément de la mission, soit dans un délai évalué à 34 mois après la réception de l'ordre de service de démarrage des prestations.

--

1.31 TABLEAU RECAPITULATIF DES DELAIS PAR ELEMENT DE MISSION

Mission	Documents / actes	Délai	Début du délai
AVP	Elaborer l'Avant-Projet	[45 jours]	Date de l'accusé de notification du marché
PC	Réaliser le dossier de Permis de Construire	[5 jours]	Réception par le MOE de la validation de l'AVP par le MOA, ou de la notification de démarrage du PC
PRO	Etablir les études de projet	[25 jours]	Date de l'accusé de réception par le maître d'œuvre de la décision d'approbation de l'AVP
DCE	Préparer le Dossier de Consultation des Entreprises	[5 jours]	
ACT	Rapport préalable d'analyse des candidatures et offres, et questions aux candidats	[15 jours]	Date de la remise au maître d'œuvre des plis contenant les offres
	Rapport définitif d'analyse des offres	[15 jours]	Date de réponse aux questions
	Procéder à la mise au point du ou des dossiers de marché	[8 jours]	Date de la décision d'attribution des marchés
VISA	Viser ou faire part de ses observations sur les plans, notes de calculs, études de détail et autres documents établis par les entreprises	7 jours	Date de la réception de chaque plan, note de calculs, étude de détail et autre document réalisé par l'entrepreneur
SYN	Réaliser la synthèse des études	[20 jours]	Date fixée par le calendrier détaillé d'exécution des travaux
EXE partielle	Elaborer les études d'EXE et de synthèse	[20 jours]	Date fixée par le calendrier détaillé d'exécution des travaux
DET	Etablir et diffuser les comptes rendus de réunion	2 jours	Date de la réunion
	Procéder aux constatations	8 jours	Date de la demande de l'entrepreneur
	Notifier par OS les décisions du MOA	5 jours	Date de réception de la décision du représentant du pouvoir adjudicateur
	Instruire les réclamations	30 jours	Date de réception de la réclamation de l'entrepreneur
	Vérifier les projets de décomptes mensuels des marchés de travaux, établir les états d'acompte et les transmettre au MOA	7 jours	Date de réception du projet de décompte mensuel
	Vérifier les projets de décomptes finaux des marchés de travaux, établir les décomptes généraux et soldes et les transmettre au MOA	15 jours	Date de réception du projet de décompte final
AOR	Procéder aux Opérations Préalables à la Réception (O.P.R.).	20 jours	Date de réception par le MOE, de l'avis de l'entrepreneur ou date d'achèvement des travaux
	Proposer la réception au MOA et notifier la proposition de réception à l'entrepreneur.	5 jours	Date du Procès-Verbal des OPR
	Remettre le Dossier des Ouvrages Exécutés (D.O.E.) au MOA	2 mois	Après réception par le maître d'œuvre de tous les documents dus par les entrepreneurs
	Procéder à l'examen des désordres signalés pendant la GPA	10 jours	Date de saisine par le représentant du pouvoir adjudicateur
	Etablir le procès-verbal de levée des réserves.	5 jours	Date de réception de l'avis de l'entrepreneur ayant levé les réserves
DOE	Transmission du DOE	4 sem	Réception des PV de réception



1.32 MODALITES DE FOURNITURE DES DOCUMENTS D'ETUDES ET D'EXECUTION

Les échanges dématérialisés sont à privilégier.

Les documents pour les missions d'étude sont à remettre sous format dématérialisé.

Les documents pour les missions d'exécution sont à remettre sous format électronique. Toutefois, le maître d'œuvre provisionnera, à la remise de son offre, les frais de reproduction normalement prévisibles durant l'exécution du marché.

Par exception, les dossiers PC et DOE devront être remis sous format papier en 3 exemplaires et sous format USB.

Les plans sont fournis sous format Autocad, les pièces écrites en Word et Excel.

Le maître d'ouvrage se réserve le droit de reproduction des documents remis, dans le cadre de l'opération envisagée.

En cas de remise de documents jugés incomplets par le maître d'ouvrage, le titulaire doit fournir un nouveau dossier complet dans le même nombre d'exemplaires que celui exigé initialement.

1.33 DELAIS D'APPROBATION DES ETUDES

Le délai d'approbation par la maîtrise d'ouvrage des missions AVP, PRO-DCE est de 30 jours calendaires.

Le délai d'approbation des reprises de dossiers après réserves de la maîtrise d'ouvrage est de 15 jours calendaires.

Si cette décision n'est pas notifiée au titulaire dans le délai ci-dessus, la prestation est considérée comme approuvée avec effet à compter de l'expiration du délai.

1.34 DELAIS DE REGLEMENT

Le délai dont dispose la personne publique pour procéder au paiement des sommes dues est de 45 jours calendaires, à compter de la réception des demandes d'acompte.

En cas de retard dans les paiements, le titulaire peut bénéficier, à sa demande, du versement d'intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le montant de ces intérêts est forfaitairement fixé à 40 000 XAF ou 60€ /jour calendaire de retard.

En outre, le titulaire devra avertir sans délai le maître de l'ouvrage de ses changements de domiciliation bancaire et produire à cet effet les pièces justificatives correspondantes.

CHAPITRE VI. PENALITES

1.35 PENALITES RELATIVES A LA FOURNITURE DE DOCUMENTS ETUDES

En cas de retard dans l'achèvement des documents de la phase « études », une pénalité d'un montant de 100 000 XAF ou 150 € par jour calendaire de retard pourra être appliquée sans mise en demeure préalable.

1.36 PENALITES RELATIVES AUX VISAS

En cas de retard dans la délivrance d'un visa, soit 15 jours calendaires après diffusion par l'entreprise de travaux, une pénalité d'un montant de 100 000 XAF ou 150€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée sans mise en demeure préalable.

1.37 PENALITES POUR ABSENCE

L'absence du maître d'œuvre à une réunion ou l'indisponibilité de celui-ci pour une visite dûment programmée et organisée par la maîtrise d'ouvrage, le contrôleur technique, SPS ou tout autre intervenant donne lieu à une pénalité forfaitaire de 100 000 XAF ou 150€.

1.38 PENALITES SUR TOUTE LA DUREE DU MARCHE

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché qui ne fait pas l'objet de l'un des régimes particuliers de pénalités, le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière ou par manquement de 100 000 XAF ou 150€ prévue au présent article

1.39 PENALITE POUR RETARD DANS LA RECEPTION DES OUVRAGES

Le titulaire est contractuellement engagé à proposer la réception des ouvrages dans le délai ou à la date prévue dans les marchés de travaux. Une pénalité de 100 000 XAF ou 150 € par jour de calendrier de retard sera appliquée en cas de non-respect de ce délai.

La pénalité sera calculée sur la base du retard constaté par rapport au dernier calendrier d'exécution des travaux validé conjointement par le maître d'œuvre et le maître d'ouvrage.

Les pénalités ne s'appliquent pas en cas de retard non imputable au titulaire, à savoir dans les cas suivants :

- Intempéries (conformément aux marchés de travaux),
- Retards dus à des décisions ou avis extérieurs tels que bureau de contrôle,
- Défaillances d'entreprises,
- Cas de force majeure.

1.40 PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES DECOMPTES MENSUELS

Le délai de vérification et de remise au maître d'ouvrage ou à son représentant par le maître d'œuvre du projet de décompte mensuel de l'entrepreneur est fixé à dix jours à compter de la date de réception par le maître d'œuvre.

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité d'un montant de 100 000 XAF ou 150€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée sans mise en demeure préalable.

1.41 PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES DGD

A l'issue des travaux, le maître d'œuvre vérifie chaque projet de décompte final établi par le titulaire ou le mandataire de chacun des marchés de travaux. Après vérification, le projet de décompte final devient le décompte final.

--

La limite du délai imparti au maître d'œuvre pour transmettre les décomptes généraux au maître d'ouvrage ou à son représentant est fixée à 15 jours après l'accusé de réception par le maître d'œuvre du projet de décompte final.

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité d'un montant de 100 000 XAF ou 150€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée sans mise en demeure préalable.

1.42 DEFALLANCE DU MAITRE D'ŒUVRE DANS L'ETABLISSEMENT DES DECOMPTES

Si le maître d'œuvre n'a pas transmis au maître d'ouvrage les projets de décompte mentionnés ci-dessus dans les délais prescrits, le maître d'ouvrage le met en demeure de la faire, dans un délai qu'il fixe. A l'expiration de ce délai, le maître d'ouvrage peut faire vérifier les projets de décomptes, aux frais et risques du maître d'œuvre défaillant indépendamment des pénalités définies ci-avant.

1.43 PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES ORDRES DE SERVICE

Les ordres de service faisant suite à une décision du maître d'ouvrage doivent être notifiés à aux entreprises de travaux concernées dans un délai de 7 jours (2 jours en cas d'urgence).

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité d'un montant de 100 000 XAF ou 150€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée sans mise en demeure préalable.

1.44 PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES PV DES OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION

Le maître d'œuvre dispose de huit jours calendaires à compter de la date des opérations préalables à la réception, pour signaler aux entrepreneurs s'il a proposé ou non au maître d'ouvrage la réception de l'ouvrage et pour transmettre l'intégralité de ses propositions à la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité d'un montant de 100 000 XAF ou 150€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée sans mise en demeure préalable.

Les mêmes clauses s'appliquent aux procès-verbaux relatifs aux prestations ou épreuves dont l'exécution a fait l'objet de réserves lors de la réception, et aux propositions complémentaires correspondants du maître d'œuvre à la personne représentant le pouvoir adjudicateur.

1.45 PENALITE POUR RETARD DE TRANSMISSION DES DOSSIER DES OUVRAGES EXECUTES (DOE)

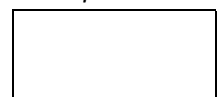
Le délai de visa du maître d'œuvre sur les DOE transmis par les entreprises est fixé à 30 jours calendaires.

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité d'un montant de 100 000 XAF ou 150€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée sans mise en demeure préalable.

1.46 PENALITE POUR RETARD DANS L'INSTRUCTION DES MEMOIRES DE RECLAMATION

Le délai d'instruction des mémoires de réclamation est de 30 jours calendaires à compter de la date de réception par le maître d'œuvre.

En cas de non-respect de ce délai, une pénalité d'un montant de 100 000 XAF ou 150€ par jour calendaire de retard pourra être appliquée sans mise en demeure préalable.



1.47 AUTRES PENALITES

Pour chaque manquement du titulaire à ses obligations au titre du marché autre que le non-respect d'un délai d'exécution (exemple présence à une réunion, respects de consignes, etc.), le maître d'ouvrage peut exiger, après mise en demeure du titulaire restée infructueuse dans le délai fixé par ladite mise en demeure, le versement d'une pénalité forfaitaire journalière par manquement de 100€.

1.48 CUMUL DES PENALITES ET RETENUES

Toutes les pénalités et retenues mentionnées sont cumulables. Toutefois, le montant des pénalités est plafonné à 10 % du montant du marché. Les pénalités sont retenues au fur et à mesure sur les situations présentées par l'entrepreneur ; le décompte d'ensemble des pénalités encourues est notifié en fin de travaux avec le décompte général (DG).

--

CHAPITRE VII. EXECUTION DE LA MISSION JUSQU'À LA PASSATION DES MARCHES DE TRAVAUX

1.49 ENGAGEMENT DU MOE SUR LE COUT PREVISIONNEL DES TRAVAUX

Le maître d'œuvre s'engage sur un coût prévisionnel de réalisation sur la base des études d'avant-projet.

Ce coût prévisionnel est établi en fonction de la décomposition prévisionnelle des lots du marché de travaux.

Si le coût prévisionnel de réalisation proposé par le maître d'œuvre au moment de la remise des prestations de cet élément est supérieur à l'enveloppe financière arrêtée par le maître d'ouvrage dans l'acte d'engagement, le maître d'ouvrage peut refuser de réceptionner les prestations et demander au maître d'œuvre, qui s'y engage, de reprendre gratuitement ses études pour aboutir à un projet compatible avec l'enveloppe financière citée ci-avant.

Après réception de l'avant-projet définitif par le maître d'ouvrage, un avenant fixe le montant du coût prévisionnel des travaux que le maître d'œuvre s'engage à respecter sous réserve des sanctions prévues à l'article 13 ci-après.

Le coût prévisionnel des travaux (P) est le montant de toutes les prestations nécessaires pour mener à son terme la réalisation de l'ouvrage à l'**exclusion notamment** :

- De la rémunération du maître d'œuvre
- Des frais de contrôle technique
- Des frais de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé
- De tous les frais financiers

A tous les stades de la mission, notamment lors de la fourniture de pièces relatives à l'AVP, au PRO et au DCE, le maître d'œuvre devra rappeler au maître d'ouvrage les principales modifications ou ajustements que celui-ci a apporté au programme de l'opération dans les pièces transmises ainsi que leurs éventuelles incidences financières.

1.50 REPRISE GRACIEUSE DES ETUDES EN CAS DE DEPASSEMENT DE L'ESTIMATION TRAVAUX EN PHASE AVP

Le coût prévisionnel des travaux est assorti :

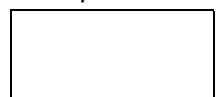
- d'un taux de tolérance de 5% en phase AVP
- d'un taux de tolérance en 5% en Appel d'offre travaux

A cette fin, le maître d'œuvre évaluera au stade du projet / DCE l'estimation dans le respect de l'estimation prévisionnelle globale arrêtée au stade AVP.

1.51 REPRISE GRACIEUSE DES ETUDES EN CAS DE DEPASSEMENT DE L'ESTIMATION TRAVAUX EN PHASE ACT

Lorsque le maître d'ouvrage dispose des résultats de la mise en concurrence relative à la passation des marchés de travaux, le maître d'œuvre établit le coût des travaux tel qu'il résulte de la consultation (coût de référence).

En cas de dépassement du seuil de tolérance, le maître d'ouvrage peut demander la reprise des études. Le maître d'œuvre a l'obligation de les reprendre sans que cela ouvre droit à une



rémunération complémentaire, pour aboutir à un nouveau dossier de consultation des entreprises ou à une nouvelle base de négociation devant conduire à une offre respectant le seuil de tolérance.

Sur la base de cette nouvelle étude et après acceptation par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre doit établir un nouveau dossier de consultation des entreprises dans un délai de trente jours à compter de l'accusé de réception de cette acceptation afin de permettre au maître d'ouvrage de lancer une nouvelle procédure ou d'engager une nouvelle négociation.

CHAPITRE VIII. MODALITES DE CONTROLE DU COUT DU PROJET

1.52 SUIVI FINANCIER DU MAITRE D'ŒUVRE

Le maître d'œuvre met en place une procédure de suivi financier continu. Son objectif est de permettre de saisir très rapidement les variations de coût éventuelles, de manière à engager en temps opportun les actions correctives qui se révéleraient nécessaires.

Le suivi financier consiste en la mise à jour à chaque phase pendant la durée des études, chaque mois en phase travaux, de la décomposition par lots du montant des travaux.

Le maître d'œuvre remet un modèle faisant apparaître la décomposition de l'estimation du montant des travaux par lots quand le marché est alloti, la marge de tolérance de cette estimation sera répartie entre lots, en fonction des aléas et modifications.

Après accord du maître d'ouvrage, cet état sera tenu à jour, en sorte que notamment, la répartition de la marge affectée aux différents lots puisse être modifiée à mesure de l'avancement des études et des marchés de travaux, en particulier au moment de la remise du dossier de consultation des entreprises et à la notification des marchés de travaux.

De plus, cet état comporte en annexe les fiches mentionnant l'origine et le montant des modifications apportées au projet en distinguant pour chaque phase de l'opération conformément à l'article 15.3 et 15.4 ci-après :

- Les prestations Tm sur modifications demandées par le maître d'ouvrage,
- Les prestations Ts introduites par le maître d'œuvre.
- Les prestations Ta consécutives d'erreurs ou d'omissions du maître d'œuvre

Le maître d'œuvre devra conduire ses études de manière à proposer des prestations supplémentaires éventuelles « techniques » telles qu'à tous les stades de l'opération, l'estimation ou le coût effectif des travaux puisse être ramené dans les limites acceptées par le maître d'ouvrage.

Si le maître d'ouvrage constate des dérives dans l'estimation que le maître d'œuvre est tenu de fournir, il peut exiger de celui-ci la reprise des études pour revenir dans les limites fixées. Les changements de prestations en résultant seront classés en Ts.

Pour parer, sans délai, aux difficultés susceptibles de résulter de la consultation des entreprises, le maître d'œuvre peut préparer des variantes « économiques ». Ces variantes, sont soumises à l'accord du maître d'ouvrage et étudiées par le maître d'œuvre à ses frais, leurs études et réalisations doivent être sans incidences sur les délais d'exécution. Ces variantes économiques sont classées en Ts.

--

Lors de l'analyse des offres et en fonction des prix proposés, le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de retenir certaines variantes.

1.53 AJUSTEMENT DE LA REMUNERATION DU MAITRE D'ŒUVRE SUITE A MODIFICATIONS

1.53.1 TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES CONSECUTIFS DE DEMANDES DU MAITRE D'OUVRAGE (TM)

Si le maître d'ouvrage est amené à faire une extension ou une réduction du programme postérieurement à la validation de l'AVP, et d'une façon générale à lui apporter des modifications ayant une incidence financière, la rémunération du maître d'œuvre est ajustée au taux de rémunération initial de la maîtrise d'œuvre.

En cas de réduction du programme, le maître d'œuvre sera rémunéré pour la partie de la mission déjà effectuée concernant les ouvrages ou les parties d'ouvrages supprimés.

Les conséquences éventuelles des modifications d'un texte réglementaire applicable au projet sont assimilées aux modifications de programme.

Ces modifications peuvent faire l'objet d'honoraires supplémentaires, à l'exception :

- Des modifications n'ayant pas d'impact sur le programme (simples aléas techniques)
- Des modifications en moins-values
- Des modifications suite à un sinistre dû à une erreur du titulaire
- Des modifications suite à une erreur ou un oubli du titulaire

1.53.1 TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES CONSECUTIFS DE DEMANDES DU MAITRE D'ŒUVRE (TS)

Dans le cas de modifications du projet apportées par le maître d'œuvre postérieurement à la phase AVP et entraînant un coût supplémentaire de travaux, la rémunération du maître d'œuvre n'est pas modifiée.

Pendant la phase d'études, ces prestations modificatives ne peuvent avoir comme conséquence de modifier globalement les estimations initiales ou définitives sur lesquelles le maître d'œuvre s'est engagé.

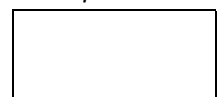
Le maître d'œuvre est tenu d'informer le maître d'ouvrage de toutes les modifications de type Ts, y compris celles qui n'apportent pas de modifications de coût.

1.53.2 TRAVAUX SUPPLEMENTAIRES CONSECUTIFS D'ERREURS OU D'OMISSIONS DU MAITRE D'ŒUVRE (TA)

Dans le cas de travaux supplémentaires consécutifs d'erreurs ou d'omissions du maître d'œuvre dans la conduite des éléments de missions qui lui sont attribués, la rémunération du maître d'œuvre n'est pas modifiée.

1.54 FICHES DE TRAVAUX MODIFICATIFS (FTM)

Les ordres de service pouvant avoir une incidence financière ou sur les délais, tels que prévus à l'Article 21 du présent CCP, devront être précédés de l'émission d'une fiche travaux modificatifs(FTM). Cette FTM indiquera une évaluation des incidences financières et calendaires des dispositions proposées. Après visa du maître d'ouvrage, elle peut donner lieu à une demande de devis par l'entrepreneur (FTM provisoire) ou à l'émission d'un ordre de service exécutoire.



Le maître d'œuvre remettra au maître d'ouvrage un projet de modèles de FTM et d'ordre de service à la remise du DCE.

Les FTM feront l'objet d'avenants, au maximum tous les 6 mois.

1.55 PENALITE POUR DEPASSEMENT DU SEUIL DE TOLERANCE (COUT CONSTATE DES TRAVAUX)

A l'issue de l'ensemble des travaux, si le coût constaté des travaux est supérieur au seuil de tolérance, le maître d'œuvre pourra supporter une pénalité égale au dépassement du cout prévisionnel des travaux multiplié par le taux de rémunération du maitre d'œuvre.

Le taux de rémunération du maitre d'œuvre est le rapport entre le cout prévisionnel des travaux validé à l'issue de l'élément de mission AVP et le montant de la rémunération du maitre d'œuvre pour l'ensemble des éléments de missions de son marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra excéder 15% du montant de la rémunération des éléments postérieurs à l'attribution des marchés de travaux (VISA, DET et AOR).

CHAPITRE IX. MODALITES DE SUIVI DU PROJET

1.56 PRESENCE DU MAITRE D'ŒUVRE DURANT LA CONDUITE DES ETUDES DE CONCEPTION

Pendant la réalisation des études de conception, des réunions sont organisées afin d'examiner l'avancement des études et de rencontrer au besoin les services instructeurs.

Ces réunions se tiendront à une fréquence répondant aux besoins de l'opération.

Le maître d'œuvre assurera la préparation et l'organisation de ces réunions et établira les projets de compte-rendu correspondants dans un délai de 48h ouvrées.

1.57 PRESENCE DU MAITRE D'ŒUVRE DURANT LES PHASES TRAVAUX

Pendant la période de préparation des chantiers et de l'exécution des travaux, le maître d'œuvre doit également participer aux réunions des cellules de synthèses mises en place par les entreprises.

La direction de l'exécution des contrats de travaux incombe au maître d'œuvre qui est l'unique responsable du contrôle de l'exécution des ouvrages et qui est l'unique interlocuteur des entreprises. Il est tenu de faire respecter par l'entreprise l'ensemble des stipulations du marché de travaux et ne peut y apporter aucune modification.

A minima, le maitre d'œuvre pilotera une réunion de chantier hebdomadaire et établira le compte rendu spécifique. Il se rendra par ailleurs disponible sur site chaque fois que la résolution d'une problématique spécifique est de nature à ralentir ou interrompre l'exécution des prestations.

Au-delà des réunions de chantier organisées entre le maitre d'œuvre et les entreprises dans le cadre de la mission DET, un rendez-vous de chantier sera organisé entre le maitre d'ouvrage et le maitre d'œuvre à une fréquence convenue entre les parties.

Ce rendez-vous a pour objet :

- La vérification de l'avancement des programmes de travaux découlant du calendrier d'exécution contractuel

--

- L'examen des problèmes imprévus rencontrés en cours d'exécution des travaux, qu'il s'agisse de problèmes techniques ou administratifs, étant précisé que si ces problèmes nécessitent des discussions ou des études prolongées avec des tiers (entreprises etc.), ils feront l'objet de réunions spéciales ultérieures dont la date est fixée à l'occasion du rendez-vous.

Un compte-rendu est établi par le maître d'œuvre. Il est diffusé par le maître d'œuvre à tous les intervenant, sous 48h ouvrées après chaque rendez-vous.

1.58 DEROULEMENT DES OPERATIONS PREALABLES A LA RECEPTION (OPR)

Les OPR sont conduites par le maître d'œuvre. Le maître d'ouvrage est convié, sa présence est facultative.

La durée des opérations préalables à la réception sera précisée dans chaque marché de travaux. A défaut, elle sera de quinze jours.

Les opérations préalables à la réception comprendront notamment :

- Les visites de pointage d'achèvement de toutes les parties de l'ouvrage
- Les essais de réception des installations techniques

A minima, il est demandé au titulaire d'intégrer à l'opération des points d'arrêts en cours de travaux pour :

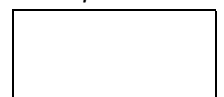
- Des essais d'étanchéité à l'air (clos couvert)
- Des essais d'étanchéité de tous les réseaux de ventilation
- Des essais de mise en eau de toutes les installations de plomberie
- Des essais d'étanchéité et vérification de la bonne réalisation de tous les réseaux enterrés avant réalisation du gros œuvre

1.59 ACHEVEMENT DE LA MISSION

La mission du maître d'œuvre s'achève à l'expiration du délai de « garantie de parfait achèvement » ou après prolongation de ce délai, si les réserves signalées lors de la réception ne sont pas toutes levées à la fin de cette période et ce, à condition qu'aient été instruits, par le maître d'œuvre, les éventuels mémoires en réclamation des entreprises.

Dans cette hypothèse, l'achèvement de la mission intervient lors de la levée de la dernière réserve, si la condition énoncée ci-dessus est remplie.

L'achèvement de la mission fait l'objet d'une décision de réception établie par le maître d'ouvrage constatant qu'il a rempli toutes ses obligations



CHAPITRE X. RESILIATION DU MARCHÉ - CLAUSES DIVERSES – RESPONSABILITES – ASSURANCES

1.60 INTERRUPTION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

Dans le cas où l'arrêt de l'exécution de la prestation au terme d'un élément de mission est temporaire, il n'entraîne pas la résiliation du marché.

Si le maître d'ouvrage décide l'arrêt des prestations, les éléments de mission déjà réalisés et acceptés par l'acheteur public seront rémunérés sur la base des montants portés à la D.P.G.F., déduction faite de l'ensemble des sommes déjà versées au titulaire, et à l'exclusion de toute autre rémunération.

Dans les autres cas, l'arrêt peut emporter résiliation du marché. Le maître d'ouvrage informe le maître d'œuvre si l'arrêt est temporaire ou définitif. La décision d'interrompre l'exécution des prestations ne donne lieu à aucune indemnité.

1.61 RESILIATION DU MARCHÉ

Il sera fait, le cas échéant, application des articles 29 à 36 du C.C.A.G.-P.I., avec les précisions suivantes :

1.61.1 RESILIATION DU FAIT DU POUVOIR ADJUDICATEUR

Le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant initial hors taxes des prestations reçues, un pourcentage fixé à 2 %.

1.61.2 RESILIATION EN COURS D'EXECUTION D'UN ELEMENT DE MISSION

Il pourra être fait application de l'article 33 du C.C.A.G.-P.I., dès lors que cette résiliation intervient en cours de résiliation d'un élément de mission.

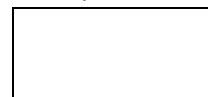
1.62 RESILIATION AUX TORTS DU TITULAIRE

En cas de résiliation pour faute, il sera fait application des articles 32 et 36 du CCAG avec les précisions suivantes :

- le maître d'ouvrage pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 36 du CCAG . La décision de résiliation le mentionnera expressément.
- le titulaire n'a droit à aucune indemnisation.

1.63 RESILIATION : CAS DU GROUPEMENT

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement des cotraitants, désignés comme tels dans l'acte d'engagement et constituant le groupement titulaire du marché, les stipulations de l'article 12 du CCAG sont applicables.



En conséquence, les articles du CCAG traitant de la résiliation aux torts du titulaire (article 32) et les autres cas de résiliation (article 29 à 33) peuvent s'appliquer dès lors qu'un seul des cotraitants du groupement se trouve dans une des situations prévues à ces articles.

1.64 ASSURANCES

Tous les intervenants (architectes, bureaux d'études techniques, maîtres d'œuvre...) assument les risques et responsabilité découlant des lois, règlements et normes en vigueur.

1.65 RESPONSABILITE CIVILE (EN COURS DE CHANTIER, PROFESSIONNELLE ET APRES LIVRAISON)

Le titulaire du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement doit justifier au moyen d'une attestation de son assureur portant mention de l'étendue de la garantie au moment de la consultation, puis en cours d'exécution des prestations si le contrat dure plus d'une année, qu'il est titulaire d'une assurance de responsabilité civile contractée auprès d'une compagnie d'assurance notoirement solvable.

Cette police d'assurance garantira l'intégralité des conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant incomber au maître d'œuvre à quelque titre que ce soit, y compris du fait de ses sous-traitants, à raison des dommages corporels, matériels et/ ou immatériels consécutifs ou non causés aux tiers, y compris au maître d'ouvrage et à son représentant du fait ou à l'occasion de la réalisation des prestations objet du présent marché de maîtrise d'œuvre.

En cas de groupement, le mandataire devra également être couvert pour son activité de mandataire de groupement.

La liste exacte des activités pour lesquelles l'intervenant est garanti sera détaillée dans l'attestation.

Cette garantie sera maintenue en vigueur pendant toute la durée d'exécution du contrat et le titulaire unique du contrat de maîtrise d'œuvre ou chacun des cotraitants en cas de groupement devra en justifier à chaque échéance annuelle ainsi que du paiement de la prime.

L'intervenant fera insérer à ses différents contrats une clause stipulant que son assureur s'engage à aviser le maître d'ouvrage lors d'une éventuelle mise en demeure de paiement de prime (article L 113-3 du Code des Assurances) ainsi qu'à l'occasion de la réalisation du contrat quel qu'en soit le motif.

Le contrat devra comporter des montants de garanties suffisants quant au risque et à son environnement.

1.66 DELAIS DE PRODUCTION DES JUSTIFICATIFS D'ASSURANCE

Les attestations d'assurance de responsabilité civile exigées des intervenants devront être :

- remises dans les 15 jours après notification du marché attribué ;
- adressées à tout moment de l'exécution de l'ouvrage.

--

Les attestations produites devront être datées de moins de trois mois et émaner de la seule Compagnie d'assurance (tout document émis par une autre société sera considéré comme nul). Elles devront comporter mention que l'Assuré est à jour de ses primes.

1.67 DEVOIR DE CONSEIL DU MAÎTRE D'ŒUVRE CONCERNANT LES ASSURANCES

Le maître d'œuvre doit assister le maître d'ouvrage pour tous les problèmes liés à l'application des polices d'assurance garantissant le chantier et notamment :

- il doit veiller à l'assurabilité des matériaux et/ou systèmes constructifs mis en œuvre,
- il informe le maître d'ouvrage de toutes les difficultés rencontrées à ce sujet, par la rédaction de notes et rapports appropriés,
- il doit fournir tous documents et explications, assister à toutes réunions, aussi bien dans le cadre de la mise en place des polices d'assurances, spécifiques à l'opération, que dans le cadre de la résolution des sinistres pouvant survenir.

1.68 REDRESSEMENT JUDICIAIRE ET LIQUIDATION

En cas de redressement judiciaire, l'administrateur est mis en demeure par l'établissement de se prononcer sur la capacité du titulaire à poursuivre l'exécution du marché. Sans réponse de sa part dans un délai d'un mois, le marché est résilié de plein droit.

En cas de liquidation judiciaire, le liquidateur peut prononcer la continuation du marché. A défaut, le marché sera en effet résilié à la date du jugement du tribunal de Commerce.

1.69 REGLEMENT DES DIFFERENDS

Pour tout différend qui s'élèverait entre les parties, celle-ci s'oblige à rechercher préalablement les voies d'un accord amiable, à défaut, le tribunal local depuis lequel le prestataire opère est compétent.

Le :/...../.....

Signature & cachet du titulaire